

tirent bien qu'une telle mobilisation ouvrière aurait pu avoir des résultats beaucoup plus importants et que la forme même que prirent les grèves fut bien inoffensive : c'est à peine si ces centaines de milliers de travailleurs qui arrêtaient pendant plus de deux semaines la vie du pays, organisèrent des comités de liaison inter-professionnels pour venir en aide aux familles des grévistes. Ni défaite car pratiquement les décrets sur l'âge de la retraite furent enterrés (1), la grève se prolongea après le 24 avec des manifestations particulièrement combatives à Rouen, Angers, Nantes, les ouvriers interprétèrent la défection des organisations réformistes non comme un échec mais comme une trahison et enfin, le sentiment général, au moment de la reprise était qu'il faudrait remettre ça. Bilan positif puisque les grèves d'août portèrent un coup d'arrêt à l'évolution dans un sens de plus en plus réactionnaire de la politique française, modifièrent sur le plan social le rapport de force en faveur du prolétariat et marquèrent une reprise de confiance de la classe ouvrière dans ses propres forces.

Le décalage que nous avons constaté entre la spontanéité des grèves et leur but, leur potentiel et leur forme ne fait qu'exprimer la contradiction qui se trouve dans toutes les actions que les ouvriers engagent aujourd'hui : d'une part la défiance envers les organisations traditionnelles héritées de la période précédente demeure comme une acquisition de l'expérience, valable même lorsque l'attitude de ces organisations paraît changer (obligeant les dirigeants syndicaux à des concessions « démocratiques » telles que : élections dans certains cas de comités de grève, discussion et formulation de revendications par les travailleurs eux-mêmes, etc...) ; d'autre part la conscience de l'importance de l'enjeu, le désir des ouvriers de mener une grande bataille, les conduisent à prendre pour cadre organisationnel les grands syndicats solidement charpentés, représentés nationalement, en liaison avec les syndicats d'autres branches industrielles et possédant les militants formés pour remplir ces tâches. Les ouvriers les plus enclins à critiquer les syndicats et à se mettre en grève sans en avoir l'ordre étaient les mêmes qui formaient des délégations demandant aux dirigeants syndicaux l'extension de la grève, sa généralisation, etc. Ainsi l'action spontanée est un des moyens par lesquels les ouvriers parviennent à surmonter la tutelle des organisations bureaucratiques mais cette spontanéité est immédiatement ressentie comme insuffisante pour régler le problème de la lutte contre le capitalisme centralisé. Les ouvriers ont parfaitement compris l'obligation où ils sont de s'organiser pour vaincre mais ils savent aussi que l'organisation des masses d'ouvriers est la porte par laquelle s'insinuent les tendances bureaucratiques de domination de la classe ouvrière. Leur oscillation entre la révolte spontanée et la lutte dirigée par les chefs syndicaux dénote qu'aux problèmes

(1) Des dirigeants S.N.C.F. qui dans certaines gares avaient cru pouvoir se montrer plus durs que le gouvernement lors de la reprise du travail ont vite compris devant les nouveaux débrayages que cela entraînait qu'ils n'avaient pas du tout remporté de victoire.

posés par leur opposition tant à la bourgeoisie capitaliste qu'à la bureaucratie, les ouvriers cherchent une solution sur le plan de l'organisation.

Or, les causes qui ont rendu possible l'éclatement des grèves d'août subsistent et en liaison avec le ralentissement du cours vers la guerre il existe désormais, bien que faibles et limitées, des possibilités objectives de succès ouvriers. Il est vrai que la bourgeoisie française a des difficultés spéciales (guerre d'Indochine, concurrence du capitalisme allemand) qui sont à peine ou pas du tout atténuées par les changements dans la politique mondiale mais on sait aussi que la possibilité de donner satisfaction à des revendications ne dépend pas de la seule volonté de la bourgeoisie mais d'un certain rapport des forces. Par contre, rien n'indique que les luttes qui éclateront sur ces bases auront l'ampleur des grèves d'août : celles-ci polarisèrent une opposition générale au régime, mais elles ne pouvaient obtenir satisfaction que sur certains points précis tels que l'âge de la retraite etc... (1). Cependant le regain d'activité de la classe ouvrière et le développement des luttes sociales permettent un développement de l'intervention des militants d'avant-garde. L'expérience ouvrière de l'intégration des organisations traditionnelles aux blocs impérialistes se manifeste non seulement dans le souvenir de l'action de ces organisations (lorsqu'elles combattaient la grève par exemple) mais aussi dans la formulation de mots d'ordre s'opposant aux mots d'ordre d'inspiration bureaucratique (ainsi les revendications tendant à comprimer la hiérarchie des salaires).

La tâche des militants d'avant-garde est donc double : 1° formuler les revendications par lesquelles les ouvriers révolutionnaires s'opposent aux directions bureaucratiques, 2° déceler les formes d'organisation et de lutte autonomes dans lesquelles le mouvement ouvrier échappant à l'emprise des bureaucrates pourra coordonner et diriger ses combats. Si le relatif attachement des ouvriers aux organisations traditionnelles signifie bien leur volonté de mener une lutte organisée, c'est de ce fait même que le problème de l'organisation propre de l'avant-garde se trouve posé.

Robert DUSSART.

CHRONOLOGIE DES GREVES

Apparemment rien ne laissait présager l'ampleur du conflit qui allait se développer avant le 4 août 1953. Laniel ayant en mains certains pouvoirs spéciaux, en annonçait l'application proche. Certes la coupe était pleine et les prolétaires de l'Etat se sentaient cette fois la force de résister victorieusement aux attaques que leur Patron s'appropriait à lancer contre eux. Mais personne n'eut pu prédire que, rapidement, la grève allait grouper 4 millions de travailleurs dans la lutte.

(1) Tendance à regrouper une opposition générale au régime, possibilités de satisfaction très limitées : ce qui manque à cette situation intérieure pour devenir révolutionnaire c'est la conscience claire des buts et des moyens, l'organisation autonome de la classe ouvrière. Nous savons que cela ne peut pas être détaché de l'évolution de la situation mondiale et de la perspective de la guerre et de la révolution que porte l'opposition des deux grands blocs impérialistes.

● Le MARDI 4 AOUT une journée de protestation des fonctionnaires contre les « économies » de Laniel, est organisée par les syndicats. Seule F.O. s'abstient et ne participe pas au mouvement. La C.G.T. invite ses adhérents à participer à la journée du 4 août. Le même jour la section girondine de la Fédération F.O. des P.T.T. lance l'ordre de grève illimitée à Bordeaux.

● MERCREDI 5, la grève générale des P.T.T. est déclenchée. L'ordre en est donné par F.O., à laquelle se joignent la C.F.T.C. et les autonomes. La plupart des grands centres postiers sont rapidement paralysés. La Fédération Postale C.G.T. demande à ses adhérents d'appuyer le mouvement.

● JEUDI 6, le cartel F.O. des Services Publics groupant les cheminots, les Services de Santé, les mineurs, le Gaz, l'Electricité, la Régie des Tabacs décide de lancer un ordre de grève de 24 heures. En même temps, les Fédérations C.G.T. envoient une lettre au cartel F.O. et aux autres centrales, proposant une action commune pour le lendemain, dans tous les services publics. La C.F.T.C. lance un ordre de grève de 24 heures également. La grève est totale dans les P.T.T. Laniel lance son premier appel aux grévistes et réquisitionne le personnel de l'interurbain.

● VENDREDI 7, la grève est effective dans tous les Services publics et se développe en profondeur.

● SAMEDI 8, « Combat » titre « Situation confuse ». Les fonctionnaires ont repris le travail, sauf les postiers qui continuent la lutte. Mais les premiers décrets sont arrêtés par le gouvernement.

● LUNDI 10. Sous l'influence des cheminots C.G.T., la Fédération demande à ses militants d'organiser l'arrêt du travail dans tous les services. Cette fois la C.G.T. offre aux autres centrales syndicales de reprendre la grève. La S.F.I.O. invite ses députés à exiger la convocation du Parlement.

● MARDI 11. La grève est générale dans tous les Services publics. La base dépasse les directions syndicales en cette journée et force les dernières fédérations (Service Santé) à lancer l'ordre de grève illimitée. F.O. et C.F.T.C. demandent la convocation du Parlement.

● MERCREDI 12. Laniel dit « non à la grève ». La grève des Services publics tente de s'étendre au secteur privé. Les syndicats F.O. et C.F.T.C. tentent de forcer la décision de Laniel pour la réunion de l'Assemblée. La date du 21 août est avancée. Laniel répond par un durcissement de l'attitude gouvernementale (arrestations, menaces, utilisations de la troupe).

● JEUDI 13. Un seul autobus roule dans Paris. Les grévistes tiennent malgré les manœuvres venant de toute part. Propagande ultra mensongère du gouvernement. F.O. demande une entrevue à Herriot, en même temps que l'on joue la généralisation de la grève. F.O. demande également la possibilité de pourparlers avec le C.N.P.F. A travers ces tentatives se font jour les possibilités d'une discussion avec le gouvernement au-dessus des masses en lutte.

● VENDREDI 14. Situation stationnaire. Le début de grève dans la métallurgie marque le pas (la plupart des ouvriers sont encore en vacances). La C.G.T. publie une déclaration disant qu'elle est prête à discuter avec le gouvernement dans « l'intérêt des travailleurs ». D'autre part Laniel dit ne pas refuser d'envisager la convocation de la Commission des Conventions collectives.

● SAMEDI 15. La C.F.T.C. commence des conversations avec le gouvernement « au niveau le plus élevé ». Une entrevue a lieu entre Bouladoux et Levard et le Président du Conseil, voulant élargir la discussion aux représentants de F.O.

● DIMANCHE 16. Jouhaux remet au gouvernement un mémoran-

dum au nom du Conseil économique (qui à cette date était en vacances). Une nouvelle fois le vieux bonze réformiste joue les médiateurs. La discussion reprend entre le gouvernement, F.O. et C.F.T.C. Les syndicats dépassés par le mouvement tentent sans être mandatés par les grévistes de faire admettre à Laniel la nécessité de régler le problème des salaires des postiers, des cheminots, des travailleurs de la R.A.T.P. Dans la nuit du dimanche au lundi, Laniel donne lecture de l'ultimatum aux grévistes, leur enjoignant de reprendre le travail, aucune discussion ne devant être menée avant la reprise.

● LUNDI 17. Laniel fait entrer dans les faits son ultimatum. Il exige de F.O. et de la C.F.T.C. que l'ordre de reprise soit donné avant 18 heures. Dans la soirée, il déclare à la radio qu'aucune négociation ne sera engagée avec ceux qui n'auraient pas repris le travail.

● MARDI 18. La grève rebondit. D'une part les grévistes acceptent le défi de Laniel et se cristallisent autour des comités de grève, pour une lutte pouvant être encore longue, et sont décidés à ne pas céder. D'autre part les syndicats ulcérés du peu de cas que fait Laniel de leur position, et obligés de ne pas désavouer le mouvement à ce stade appuient une nouvelle fois les grévistes.

● MERCREDI 19. « Combat » titre : « Laniel s'installe dans la grève ». Les ouvriers de la métallurgie commençant à rentrer se préparent à la lutte. Des débrayages ont lieu chez Renault à Billancourt ; l'usine du Mans cesse le travail. Au Havre la grève est pratiquement totale. Laniel emploie les jaunes à outrance, mais l'orchestration des mensonges lancés par le gouvernement n'atteint pas son but.

● JEUDI 20. Dans la nuit le M.R.P. joue les conciliateurs entre le gouvernement et les syndicats. On parle d'un accord, puis on le dément. Un certain revirement de la position du gouvernement a lieu, le bureau de l'Assemblée n'ayant pas encore statué sur la convocation du Parlement. Laniel paraît temporiser.

Poussés par la volonté des métallos, les syndicats donnent l'ordre de grève générale dans la métallurgie. On verra plus loin comment ils ont fait noyer le poisson (1).

● VENDREDI 21. La trahison des syndicats éclate au grand jour. F.O. et C.F.T.C. signent un accord avec le gouvernement sur les yeux. En réalité la « base » n'est pas dupe et, malgré les ordres de reprise, très peu de grévistes reprennent le travail. La situation paraît flottante, l'accord ne donnant pas de précision quant à son contenu. Les grévistes exigent un peu partout des explications.

● SAMEDI 22. Le gouvernement a reculé sur la question de l'âge de retraite, mais tous les autres points restent en suspens : sanctions, paiement des jours de grèves. La question des sanctions, notamment chez les cheminots, cristallise une nouvelle fois la volonté de lutte des grévistes.

● LUNDI 24. Certains travailleurs qui avaient repris le travail recommencent la grève. La trahison profite aux staliniens qui peuvent maintenant démasquer F.O. et la C.F.T.C. aux yeux des grévistes et contrent leurs mots d'ordre sur la convocation du Parlement.

● MARDI 25. Les grévistes sont une nouvelle fois trompés. Il n'y aura pas de convocation du Parlement. 207 signatures de députés (il en fallait 209) sont seulement parvenues. Le mot d'ordre stalinien est balayé par les faits. La C.G.T. donne l'ordre de reprise de travail.

(1) Voir l'article sur « La grève chez Renault ».